

LE GOUVERNEMENT RESTE SOURD A NOS APPELS



Faisons nous entendre, encore plus fort, le 1^{er} mai !!!

Aux lendemains des importantes manifestations et grèves, du secteur public et du secteur privé, le gouvernement de N. Sarkozy a réaffirmé sa volonté de poursuivre la même politique. Rien n'a l'air t'entamer «sa bonne humeur» et si nous voulons gagner plus et travailler dans de meilleures conditions, il nous faudra encore faire des efforts !

Pourtant, nous étions un fonctionnaire sur trois à être en grève le 29 janvier 2009 et encore bien plus à manifester le 19 mars, sur tout le territoire.

Malgré ces importantes mobilisations, le Ministre de la fonction publique continue de promouvoir son agenda « dit social ». Les discours et les objectifs sont les mêmes : les moyens mis en œuvre encore plus précis, de plus en plus destructeurs des services publics, et les conséquences pour les agents, de plus en plus désastreuses.

STOP aux suppressions d'emplois !

Depuis plusieurs années, les réductions d'emplois se sont accélérées dans la fonction publique, l'objectif affiché étant de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant en retraite.

Et pourtant, tous les jours, il nous faut en faire plus, au nom des fusions, restructurations ou autres réformes de l'administration territoriale de l'État...qui, au passage, mettent aussi et en plus, des agents sur la touche. Aucune administration n'est épargnée : la santé, l'éducation, les services sociaux, etc.

Le 1^{er} mai, tous ensemble, disons : Stop, à la réduction massive des effectifs qui remet en cause l'efficacité et la qualité des services publics, qui dégrade nos conditions de travail et aggrave le chômage, des jeunes, en particulier !

STOP à la baisse continue du pouvoir d'achat !

Depuis 2000, les personnels ont subi une baisse de leur pouvoir d'achat de + de 9 %. Et en plus de l'obole que représente la GIPA (versée à seulement 17 % d'agents, pour solde de tout compte, au titre de 2003 à 2007), ils devront, en cette année 2009, s'estimer heureux puisqu'ils «bénéficieront» d'une augmentation de la valeur du point d'indice, supérieure à celle de l'inflation !

Le 1^{er} mai, tous ensemble, disons : Stop, à cette politique salariale régressive qui participe à l'accentuation des inégalités et à la baisse de l'activité économique !

STOP à la Prime de Fonctions et de Résultats !

En instaurant un système de « concurrence » entre les fonctionnaires, en faisant de « l'entretien d'évaluation » un élément clef de leur rémunération, en individualisant le montant des primes selon le « mérite » et « la performance » de chacun, l'administration gèrera ses services et ses agents comme le fait toute entreprise privée.

Or, la finalité des missions de l'Etat ne peut être comparée à celle d'une entreprise privée qui a pour indicateur unique « le profit ». L'indépendance et la responsabilité du fonctionnaire impliquent qu'il remplisse toutes ses missions de service public et pas seulement celles que certains décideurs auront jugées rentables.

Le 1^{er} mai, tous ensemble, disons : Stop, à cette politique de conception libérale. Nous voulons dans toute la fonction publique, que le mérite intrinsèque de tous les fonctionnaires soit reconnu !

STOP à la Réorganisation Administrative de l'Etat !

Sous couvert de rendre les services publics plus proches des citoyens, le gouvernement en lançant la « Réorganisation Départementale de l'Etat », a trouvé le moyen de réduire la voilure des services publics. Le discours du Premier Ministre à l'Assemblée nationale, en juillet 2008, est clair : « la RADE n'a qu'un seul but...moins de service, moins d'Etat, moins de personnels ».

Moins de Directions régionales, moins de Directions départementales, une gestion des « ressources humaines » et des moyens de fonctionnement mutualisés, donc avec des personnels flexibles (géographiquement changeables et interchangeable au gré des besoins ponctuels et locaux), voilà déjà, les conséquences concrètes sur le terrain.

Le 1^{er} mai, tous ensemble, disons : Stop, à cette politique de disparition des services et des lieux de services publics. Stop à cette politique qui creuse les inégalités entre les territoires. Stop à la mise en place de pôles « GRH » régionaux et de bourses interministérielles d'emplois régionales permettant au gouvernement (via les préfets) de disposer des agents comme il le souhaite, là où il le souhaite et au moment où il le souhaite, en faisant fi des situations personnelles et familiales !

STOP à la mobilité forcée !

Aujourd'hui, en présentant « son projet sur la mobilité », l'administration propose, soit disant, de développer les mobilités entre les trois fonctions publiques et entre les diverses administrations. Mais, dans le contexte de destruction de la fonction publique que nous connaissons tous, ces mesures s'effectueront en mobilités subies pour la grande majorité des personnels. Les propositions contenues dans ce projet de loi sont inacceptables : mise en disponibilité d'office d'un agent (donc sans traitement) en cas de suppression de son poste et de reconversion non réussie, recours à l'intérim, cumul d'emplois à temps non complet...

Le 1^{er} mai, tous ensemble, disons : Stop, à cette politique qui remet en cause, l'égal accès aux emplois publics, la permanence de l'emploi dans la fonction publique et l'organisation d'une carrière qui assure une progression indépendante de la fonction. Stop, à ce projet de loi qui devrait être définitivement examiné par les députés courant mai !

**Le 1^{er} mai, nous serons tous dans la rue, pour dire : STOP !
STOP aux attaques du gouvernement sur les services publics et les
personnels qui les servent.
STOP à la destruction du statut de la Fonction publique.
STOP à cette régression organisée !!!**